



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2009

Pays : Finlande

Correspondant national

Nom Prénom : **KOIVUKOSKI Piritta**

Profession :

Organisation : **Ministry of Justice**

E-mail : **piritta.koivukoski@om.fi**

N° Téléphone :

Nom Prénom : **KIESILAINEN Kari**

Profession : **Head of the Department**

Organisation : **Ministry of Justice**

E-mail : **kari.kiesilainen@om.fi**

N° Téléphone : **358 9 1606 7532**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

5300484

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	45782727000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitant (en €)

34769

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

34512

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2009

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies, le cas échéant:

questions 1, 3, 4 Statistics Finland, www.stat.fi

question 2 Ministry of Finance, www.vm.fi

Q1: 31 December 2007

Q4: 34512 (2876/month) These data derive from Statistics Finland's Structure of Earnings statistics, which cover all employer sectors. Monthly earnings for total hours worked are only calculated for full-time wage and salary earners. Besides earnings for regular working hours, the earnings also include pay for any possible overtime and additional work but not one-off pay items.

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

256277000

7) Veillez préciser

Supreme Court 7697000

Supreme Administrative Court 9332000

Other Courts 224005000
Justice expence 6299000
Computerisation 8944000

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés ou indiquer NA (non disponible) dans le cas où ce montant est impossible à évaluer:

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	183400000
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	8944000
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	6299000
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	29350000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)		NA
Budget public annuel alloué à la formation		NA
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	28284000

Commentaire :

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années):

The budget has increased an average of 10 per cent over the period from the year 2004 to the year 2008. Change in court costs results from the most rapid growth in the costs of rents and salaries.

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
 en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

Charges are collected once the performance has been completed. Payment liability lies with the initiator of the matter (plaintiff or petitioner); on appeal with the appellant; and with other performances with the person ordering the performance. After the consideration of the matter, the District Court collects a charge from the petitioner in a petitionary matter and the plaintiff in a civil matter; the amount of the charge varies depending on the nature of the matter and the court time its consideration has required. Certain matters are by the law free of charge. A beneficiary of legal aid is free from payment liability. Certain parties are likewise free from payment liability. These include authorities in the ambit of the Ministry of Justice, the police, other authorities pursuing pre-trial investigations, the prosecutors and the enforcement authorities. The following petitionary matters are handled free of charge: 1) a matter according to the Act on the enforcement of a decision on child custody and right of access 2) a matter according to the Coercive Measures Act 3) a matter handled by the initiative of a court or the notification of another authority

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

34000000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

Veuillez préciser les éléments composant ce budget de l'ensemble du système judiciaire:

. Montant 748428000

Commentaire :

Figure included budgets of ministry of justice, courts, legal aid, prosecution, prison administration and enforcement authorities.

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

. Montant 56600000

Commentaire :

14) Si possible, veuillez préciser (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	NA	NA

Commentaire :

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

Oui

Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Montant 38906310

Commentaire :

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

Oui

Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Oui	Non	Oui	Oui
Autre ministère	Oui	Non	Non	Non
Parlement	Non	Oui	Non	Non
Cour Suprême	Oui	Non	Oui	Oui
Conseil Supérieur de la Magistrature	NAP	NAP	NAP	NAP
Tribunaux	Oui	Non	Oui	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Oui
Autre	Non	Non	Non	Non

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 18) :

the Ministry of Finance
the National Audit Office of Finland

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 16

The Ministry of Justice, The Office of the Prosecutor General

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Oui	Oui
Autres	Non	Non

21) Si autres, veuillez préciser (au regard de la question 20):

According to the Legal aid Act legal aid shall be given at the expense of the state to a person who needs expert assistance in a legal matter and who for lack of means cannot self pay the expenses of having the matter dealt with. Legal aid covers the provision of legal advice, the necessary measures and representation before a court of law and another authority, and the waiver of certain expenses of the consideration of the matter.

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

The court charges and other similar payments are waived for a recipient of legal aid.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Nombre
Total	85327
en matière pénale	37785
en matière autre que pénale	47542

Commentaire :

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de

l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Oui	Montant en €
en matière pénale	X	
en matière autre que pénale ?	X	

Commentaire :

Legal aid is granted to persons of low or moderate income. It is also possible that for a person is appointed a public defender. The fee of the public defender is paid by the State. A public defender will be appointed for a suspect of an aggravated offence (where the punishment is no less than 4 months of imprisonment), for a person who has been arrested or detained, for a person under 18 years of age and for a person incapable of seeing to his or her own defence regardless of the income or available means. In cases where the charge is dismissed, the State has to pay for legal expenses of the defendant. In cases where the judgment is delivered, the court decides whether the defendant must reimburse the defendant's fee partially or entirely to the State.

In criminal cases the complainant is appointed a trial counsel at the expense of the State regardless of the complainant's financial status. This is possible in the following situations:

- complainant is a victim of a sexual crime
- complainant is a victim of violence caused by a close related person
- complainant is a victim of a serious life or health threatening violent crime or a victim of a serious property offence

Naturally the complainant with low or moderate income and available means may receive legal aid and legal counsel in other types of matters as well. In the above-mentioned cases the complainant will be appointed a legal aid counsel at the expense of the State regardless of financial status.

Legal aid is granted on the basis of the applicant's and his or her spouse's income, expenditures, wealth and maintenance liability. The applicant must present evidence of his or her financial circumstances and of the matter for which legal aid is being sought. The legal aid office calculates the applicant's monthly available means. The available means held by the applicant determine whether the applicant is given legal aid for free or against a deductible. The deductible of a recipient of legal aid may have two components which are calculated in different ways; these components are the basic deductible which is based on the available means of the applicant and the supplementary deductible which is based on funds or deposit and other easily liquidated assets. The basic deductible is calculated as a percentage of the costs of the legal aid, determined on the basis of the applicant's available means as follows:

Single person

- up to EUR 700 : 0 %
- up to EUR 900 : 20 %
- up to EUR 1100 : 30 %
- up to EUR 1300 : 40 %
- up to EUR 1400 : 55 %
- up to EUR 1500 : 75 %

Couple per person

- up to EUR 600 : 0 %
- up to EUR 700 : 20 %
- up to EUR 850 : 30 %

up to EUR 1100 : 40 %
 up to EUR 1200 : 55 %
 up to EUR 1300 : 75 %

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien- fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Legal aid shall not be granted if:

- (1) the matter is of little importance to the applicant;
 (2) it would be clearly pointless in proportion to the benefit that would ensue to the applicant;
 (3) the pursuit of the matter would constitute an abuse of process; or
 (4) the matter is based on an assigned right and there is reason to believe that the purpose of the assignment was the obtainment of legal aid.

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser:

Legal aid is not given if the person has legal expenses insurance that covers the matter in question. Such insurance cover may be included for example in a household insurance policy, a labour union policy or a farming policy. In exceptional cases legal aid may be given for legal costs that exceed the maximum coverage provided by a legal expenses insurance policy.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	Oui (la décision judiciaire peut porter sur la manière dont les frais de justice sont payés par les parties)
en matière pénale ?	Oui
en matière autre que pénale ?	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Q23: Legal aid covers the first attempt to collect outstanding claims by way of distraint. For the

second attempt a new legal aid decision is needed.

Legal aid is not given in clear cases, such as undisputed divorces or simple criminal cases sanctioned with a fine. Even for such cases the legal aid offices offer advice and consultation.

Legal aid is granted to persons of low or moderate income. It is also possible that for a person is appointed a public defender. The fee of the public defender is paid by the State. A public defender will be appointed for a suspect of an aggravated offence (where the punishment is no less than 4 months of imprisonment), for a person who has been arrested or detained, for a person under 18 years of age and for a person incapable of seeing to his or her own defence regardless of the income or available means.

In cases where the charge is dismissed, the State has to pay for legal expenses of the defendant. In cases where the judgment is delivered, the court decides whether the defendant must reimburse the defendant's fee partially or entirely to the State.

In criminal cases the complainant is appointed a trial counsel at the expense of the State regardless of the complainant's financial status. This is possible in the following situations:

- complainant is a victim of a sexual crime
- complainant is a victim of violence caused by a close related person
- complainant is a victim of a serious life or health threatening violent crime or a victim of a serious property offence

Naturally the complainant with low or moderate income and available means may receive legal aid and legal counsel in other types of matters as well. In the above-mentioned cases the complainant will be appointed a legal aid counsel at the expense of the State regardless of financial status.

If legal aid is granted to a person, the state pays the fee of the attorney in full or in part, depending on the available means of the recipient of legal aid. Legal aid is granted on the basis of the applicant's and his or her spouse's income, expenditures, wealth and maintenance liability. The applicant must present evidence of his or her financial circumstances and of the matter for which legal aid is being sought.

The legal aid office calculates the applicant's monthly available means. The available means held by the applicant determine whether the applicant is given legal aid for free or against a deductible.

The deductible of a recipient of legal aid may have two components which are calculated in different ways; these components are the basic deductible which is based on the available means of the applicant and the supplementary deductible which is based on funds or deposit and other easily liquidated assets. The basic deductible is calculated as a percentage of the costs of the legal aid, determined on the basis of the applicant's available means as follows:

Single person

- up to EUR 700 : 0 %
- up to EUR 900 : 20 %
- up to EUR 1100 : 30 %
- up to EUR 1300 : 40 %
- up to EUR 1400 : 55 %
- up to EUR 1500 : 75 %

Couple per person

- up to EUR 600 : 0 %
- up to EUR 700 : 20 %
- up to EUR 850 : 30 %
- up to EUR 1100 : 40 %
- up to EUR 1200 : 55 %
- up to EUR 1300 : 75 %

If the applicant has deposited funds or other easily liquidated assets to an amount exceeding EUR 5000, they are used in the calculation of the supplementary deductible. Supplementary deductible consists of 50 per cent of fund on deposit and other easily liquidated assets; in so far as these exceed EUR 5000.

Legal aid shall not be granted if:

- (1) the matter is of little importance to the applicant;

- (2) it would be clearly pointless in proportion to the benefit that would ensue to the applicant;
 (3) the pursuit of the matter would constitute an abuse of process; or
 (4) the matter is based on an assigned right and there is reason to believe that the purpose of the assignment was the obtainment of legal aid.

Legal aid is granted at the State Legal Aid Offices. The nature and importance of the matter have an effect on what services are covered by legal aid. Legal aid will not be given if the matter is of little importance to the applicant. If an application for legal aid is rejected, the legal aid office will provide appeal instructions to the applicant. A rejected application can be submitted to the court for a hearing. The applicant should deliver the submission to the legal aid office which can also itself rectify the decision. If the legal aid office deems that there is no reason for a rectification, it will forward the matter to the court, which will then decide on the matter. If the court does not grant legal aid, it is possible to appeal.

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 24 et 26:

The Ministry of Justice

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement:

- | | | |
|--|---|---------------------------------|
| <input type="checkbox"/> aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.finlex.fi,
www.edilex.fi |
| <input type="checkbox"/> à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.finlex.fi,
www.edilex.fi |
| <input type="checkbox"/> à d'autres documents (par exemple formulaires) ? adresse Internet: | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | www.oikeus.fi,
www.om.fi |

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

According to Section 18 of Chapter 5 of the Code of Judicial Procedure (4/1734) during the preparation, the court has an obligation to provide information to the parties concerning the estimated timeframe of the proceeding.

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

There is an organisation called Victim Support Finland which offers practical advice and psychological support to victims of crimes or attempted crimes and those closest to them and witnesses of crime. The aid offered by the organisation includes phone services, judicial advice phone services and personal support for victims of crime in local offices.

The service has been funded mainly by the Slot Machine Association and the state. Victim Support Finland is run in cooperation by The Federation of Mother and Child Homes and Shelters, The Finnish Association for Mental Health, Mannerheim League of Child Welfare, The Finnish Red Cross, Finnish Federation of Settlements, The Feminist Association Union and Church council.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	Oui	Oui	Oui	Non
Victimes du terrorisme	Non	Non	Non	Non
Enfants/Témoins/Victimes	Oui	Oui	Oui	Non
Victimes de violence domestique	Oui	Oui	Oui	Non
Minorités ethniques	Oui	Non	Oui	Non
Personnes handicapées	Oui	Oui	Oui	Non
Délinquants mineurs	Non	Non	Oui	Non
Autres	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Compensation shall be paid for personal injury or property damage caused by an offence committed in Finland. If the offence has been committed outside of Finland, compensation shall be paid for personal injury only.

A person who has sustained personal injury shall be compensated for medical costs, pain and suffering, invalidity and other permanent handicap, loss of income and maintenance, clothes and other everyday items that have been damaged in connection with the personal injury. (Act on Compensation for Crime Damage (1204/2005))

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Delegation for personal injury matters assembles reports on judicial practise related to compensations awarded by courts. Delegation also states recommendations of the amount of compensation.

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

According to Section 9 of Chapter 3 of the Criminal Procedure Act (689/1997), on the request of the injured party, the public prosecutor who has brought a charge is to pursue the civil claim of the injured party, arising from the offence for which the charge has been brought, as against the defendant in the criminal case, if this is possible without essential inconvenience and if the claim is not obviously ill-founded.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

According to Section 15 of Chapter 1 of the Criminal Procedure Act (689/1997) the injured party may assume the prosecution of a charge which has been abandoned by the public prosecutor or another injured party. According to Section 14 of the same chapter the injured party may bring a charge for an offence only if the public prosecutor has decided not to prosecute.

2. 2. 2. **Confiance des citoyens dans leur justice**

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
 non exécution des décisions de justice?
 arrestation injustifiée ?
 condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

the State Treasury, the compensation amount per day of unjustified detention or condemnation is about 100 €

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges

- enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc. :

Marjukka Lasola (ed.): Oikeusolot 2009, National Research Institute of Legal Policy publication, 244/ 2009.(LAW AND THE CITIZEN 2009, Survey on Legal Institutions and Access to Justice)

Marjukka Litmala (ed.): Oikeusolot 2004, National Research Institute of Legal Policy publication, 210 / 2004. (the title translated: Judicial conditions)

Marjukka Litmala (ed.) Law and the Citizen (summary), National Research Institute of Legal Policy publication, 173 / 2000

Tapio Lappi-Seppälä & Jyrki Tala & Marjukka Litmala & Risto Jaakkola: Luottamus tuomioistuimiin, National Research Institute of Legal Policy publication 160/1999. (the title translated: Trust in courts)

Hannu Niskanen & Timo Ahonen & Ahti Laitinen: Suomalaisten luottamus tuomioistuimiin, The University of Turku 1999 (the title translated: Trust in courts)

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	Non	Oui
Enquêtes au niveau des tribunaux	Non	Oui

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure) du système judiciaire?

- Oui
- Non

44) Si oui, veuillez préciser :

Veuillez donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	Non	Non
Instance supérieure	Non	Non
Ministère de la Justice	Non	Non
Conseil supérieur de la magistrature	Non	Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Non	Non

Commentaire :

The institutions which receive such complaints have an obligation to respond. See also q. 126

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau). Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Nombre total
Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	51
Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	11 (12)
Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut également les cours suprêmes et/ou les juridictions supérieures)	131

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés):

Q45, All teh courts: 131 (51 District Courts, 11 Branch offices of District Courts, 50 Auxiliary courtrooms of District Courts, 3 specialised courts, 8 Administrative Courts, 6 Courts of Appeal, The Supreme Court and The Supreme Administrative Court)

Administrative Courts 8

The administrative Courts hear and decide administrative appeals, cases of administrative litigation and other matters assigned to them by statute. They have jurisdiction over local, regional and national State authorities, as well as over municipalities and other public authorities.

Market Court 1

The Market Court has exclusive jurisdiction over cases relating to restrictions of competition and public procurement, as well as cases relating to business practices.

Labour Court 1

The Labour Court deals with and decides disputes concerning collective bargaining agreements and civil service collective agreements, as well as disputes arising from collective bargaining legislation. In the matters within its competence, the Labour Court is the final instance.

Insurance Court 1

The Insurance Court is the special court for social insurance matters. It deals with cases relating to workers' pensions, national pensions, injuries at work, unemployment benefits, injuries in military service, crime injuries, housing support, student support, invalidity support, rehabilitation, child-care support and pensioners' care support. In these case types, the Insurance Court has exclusive jurisdiction in Finland.

High Court of Impeachment 0-1

Special court that hears charges against Ministers (i.e. Members of the State Council), Chancellor of Justice, Parliamentary Ombudsman and Supreme Court Justices for unlawful conduct in office. It is convened only when necessary.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une

diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

The judicial districts of the district courts will change on 1 January 2010. From the beginning of the year 2010, there will be 27 district courts in Finland. The judicial districts of the new district courts will mainly follow the boundaries of the regions. In connection with the structural change, a registry of district court will be closed down in 15 localities in the beginning of 2010 and in 15 more localities later. Altogether 34 registries will remain in the district courts. Court sessions will still be held in 75 localities.

The purpose of the structural change is to offer district courts better opportunities for high quality operations. In larger courts, judges have an opportunity to specialise in certain branches of law and to improve their expertise in demanding matters. Simultaneously, the amount of administrative work can be decreased. In addition, Land register cases will be transferred to National Land Survey of Finland in connection with the structural change.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance.	NAP
un licenciement	51
un vol avec violence	51

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Small claims do not exist as a legal term in Finland. Undisputed civil matters can be dealt with in a summary proceeding.

Veillez indiquer la source pour les réponses aux questions 45 et 48:

the Ministry of Justice

3. 1. 2. Juges, personnels des tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents; si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer avec NA)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre

.

921

Commentaire :

Administrative Courts 242, District Courts 478, Courts of Appeal 180, Supreme Court 19, Labour Court 2

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	nap
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation de la réponse à la question 50 ci-dessus:

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Oui	Nombre
Avez vous dans votre système des catégories de juges non professionnels ?	X	3689

Commentaire :

There are 3689 lay members in District Courts.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

- Oui
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

NAP

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 2514

Commentaire :

office staff 1654, 268 summoners, 164 trainee district judges, 25 junior district judges, 403 referendaries

56) Si possible, veuillez distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

- | | |
|---|-----|
| - personnels non juge (Rechtspfleger ou organes équivalents), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours | NAP |
| - personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers | NAP |
| - personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | NAP |
| - personnels techniques | NAP |

Commentaire :

57) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou fonction équivalente), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

NAP

3. 1. 3. Procureurs

58) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA).

Nombre . 329

Commentaire :

59) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Finnish prosecutors are organised on two tiers. There is the Prosecutor General, who is the supreme prosecutor in Finland. He or she heads the prosecution service. There are also local prosecution units in each administrative district of the State. If a prosecutor has decided not to prosecute, the injured party has the right to self bring a charge for the offence, so as to have the case heard by a court of law.

The Chancellor of Justice of the Government and the Parliamentary Ombudsman may also prosecute or order that charges be brought in matters falling within the purview of their supervision of legality.

60) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents) Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre

.

174

Commentaire :

3. 1. 4. Budget des tribunaux et nouvelles technologies

61) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Oui	Non	Non	Oui
Président du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Directeur administratif du tribunal	Non	Non	Oui	Non
Greffier en chef	Non	Non	Non	Non
Autre	Non	Non	Non	Non

62) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

63) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Traitement de texte	Oui	Non	Non	Non
Base de données électronique pour la jurisprudence	Oui	Non	Non	Non
Dossiers électroniques	Oui	Non	Non	Non
E-mail	Oui	Non	Non	Non
Connexion internet	Oui	Non	Non	Non

64) Pour l'administration et gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	Oui	Non	Non	Non
Système d'information sur la gestion du tribunal	Oui	Non	Non	Non
Système d'information financière	Oui	Non	Non	Non

65) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités

offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	Oui	Non	Non	Non
Site internet spécifique	Oui	Non	Non	Non
Autres moyens de communication électronique	Oui	Non	Non	Non

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

Statistics Finland, www.stat.fi

Statistics Finland's task is to

- compile statistics and reports concerning social conditions
- collect and maintain data files on society
- provide information service and promote the use of the statistics
- conduct studies and surveys related to statistics compilation and develop statistical methodology
- develop the national statistical service in co-operation with other Government officials
- participate in Finland's international statistical co-operation and co-ordinate it.

In fact, also the Ministry of Justice collects statistical data regarding the functioning of courts and judiciary via automated case-management systems of courts and different automated statistics systems. These answers are based on the information of these case management systems gathered by the Ministry of Justice. The data of these systems is forwarded to Statistics Finland.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

3. 2. Suivi et évaluation**3. 2. 1. Suivi et évaluation****67) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?**

- Oui
 Non

68) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
- le nombre de décisions rendues ?
- le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
- la durée des procédures (délais)?

autre ?

Veillez préciser :

All Courts of Law maintain statistics of the above mentioned items and convey these to the Court Administration Unit of the Ministry of Justice.

69) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

Oui

Non

Veillez préciser :

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". Through these negotiations and the method the Ministry of Justice allocates budget funds to the Courts of Law.

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance (si non, veuillez passer à la question 72):

Oui

Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice :

nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

affaires terminées

affaires pendantes et stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

pourcentage d'affaires traitées par un juge unique

exécution des décisions pénales

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux

coûts des procédures judiciaires

autre

Veillez préciser :

72) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge? (si non, veuillez passer à la question 74)?

Oui

Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
- Autre

Si autre, veuillez préciser :

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

- Oui
- Non

75) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
- autre

Si autre, veuillez préciser :

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". The targets are defined in the course of negotiations. (see above 69)

76) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

the length of proceedings (the hearing of a case in court without undue delay)
the number of closed cases

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performance des tribunaux :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la justice
- organe d'inspection
- Cour Suprême ?
- organe d'audit extérieur ?
- autre

Si autre, veuillez préciser :

Courts of Law are organisationally under the administration of the Ministry of Justice. Courts are also supervised by the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman. In matters of law, the Courts are independent. The Ministry does not supervise court decisions.

78) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

In Finland, there is one Quality Project of the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi. (The jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi is the northernmost of the six appellate jurisdictions in Finland.) In 1999, the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Rovaniemi launched a project for improvement of quality in adjudication. The quality project covers both civil cases and criminal cases.

The objective of the quality project is to develop the functioning of the courts further and further so that the proceedings meet the criteria of a fair trial, that the decisions are well reasoned and justified, and that the services of the courts are affordable to the individual customers.

The main working method consists of systematic discussions among the judges and also between the judges and stakeholders. The development work is steered by the development committee of the quality project. Normally four working groups for quality are set up for each year. The membership consists of judges from each of the District Courts in the appellate jurisdiction, members of the Court of Appeal, and referendaries of the Court of Appeal. Also prosecutors, private attorneys, public legal aid attorneys and heads of pre-trial investigation may serve as members in the working groups for quality. Each working group for quality is tasked to deal with one of the development themes which have been selected. The reports of the working groups are presented at the Quality Conference, they are discussed, and quality objectives based on the reports are set for the following year. The Report of Quality, containing the final reports, is published every year.

There is also quality project of the courts in the jurisdiction of the Court of Appeal of Helsinki. Quality Project consists of working methods of two kind: cooperation with the University of Helsinki and working groups. Working groups for quality are set up for each year. The membership consists of judges from District Courts, members of the Court of Appeal, referendaries of the Court of Appeal, prosecutors and lawyers. Each working group for quality is tasked to address to one of the development themes which have been selected. The reports of the working groups are presented at the conference called "Day of Jurisdiction"

In addition there is a cooperation project between administrative courts. Some topics of the project have related to the quality standards. The reports of the project have discussed the matters like the factors of quality at administrative courts and the collection of information on quality.

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
 Non

80) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?

en matière administrative ?

81) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The computer based case management systems provide information about duration of procedures in every single case as necessary. In practice the courts are controlling themselves and the control is based on the sum ups of the performance in a month or in another period.

82) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation):

There are annual negotiations between all courts and the Ministry of Justice. These negotiations are part of the method called "Management by results". (See above 69)
In addition there is another regular evaluation system: the courts of law annually give a report on their functioning. In the annual reports, the courts evaluate their performance, besides the Ministry of Justice comments on the annual reports.

83) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The Prosecutor General monitors and evaluates the performance of the prosecution service. Also the Chancellor of Justice and the Ombudsman shall ensure that the courts of law, the other authorities and civil servants, public employees and other persons, when the latter are performing a public task, obey the law fulfil their obligations.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

84) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience (jugements par défaut)? Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

The information is not available from the year 2008. According to a research made by the Ministry of Justice in 1998 in 22 % of judgements in criminal cases the suspect was not actually present or represented.

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

86) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence. Si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer (NA).

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	NA	8(civ&crim)	2	0
Procédures civiles - Article 6§1 (non-execution)	NA	0	0	0
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	NA	* see above	1	0

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

Veuillez préciser:

Under the administrative law there are several acts including urgency provisions. When necessary and when it is enacted in a law, the cases are processed urgently, but there are not specific procedures for urgent matters.

As regards criminal cases, if a defendant under 18 years of age is charged with an offence which under the circumstances referred to in the charge is subject to a penalty more severe than imprisonment for six months the main hearing is to take place within 30 days of the time when the criminal case became pending. If the defendant is in detention, under a travel ban or suspended from public office, the main hearing is to take place within two weeks of the time when the criminal case became pending.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

Pertaining to proceeding of criminal cases there are simplified procedures of two kinds. Firstly, according to the Act on Penal Order Proceedings (692/1993), certain minor and clear offences may be decided by public prosecutor in written proceedings without charging them before the court. Secondly, according to the chapter 5 A of the Criminal Procedure Act (689/1997) since 1 January 2006, with the consent of the defendant, it has been possible to decide petty offence cases in written proceedings without holding the main hearing.

Undisputed civil matters can be dealt with in a summary proceeding. According to the section 3 of the chapter 5 of the Code of Judicial Procedure (4/1734) if the case relates to (1) a debt of a specific sum, (2) restoration of possession or a disrupted circumstance, or (3) eviction and the plaintiff states that to his/her knowledge the matter is not under dispute, only the circumstances on which the claim is immediately based need be included in the application for a summons as the circumstances on which the application is based. Also, in this event, the evidence referred to in section 2(1)(3) (as far as possible, the evidence that the plaintiff intends to present and what he/she intends to prove with each piece of evidence) need not be included in the application. However, the contract, commitment or other written evidence invoked by the plaintiff shall be clearly indicated.

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The court has the formal authority to decide on dates of hearings etc. but in practice lawyers and the court conclude agreements on such modalities in order to ease the process.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles, et administratives

90) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes

abréviations.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	93279	642751	635813	100217
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	5625	9703	9399	5929
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	45927	268554	255592	58889
3 Affaires relatives à l'exécution	314	1038	1014	338
4 Affaires relatives au registre foncier**	14780	327020	329182	12618
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives*	23239	28369	32931	18677
7 Autres	3454	8067	7755	3766
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	14589	65244	63575	16258
8 Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9 Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

91) Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales - définition des petites infractions et des infractions graves):

2 Civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes summary proceedings (uncontested payment orders), divorce cases and petitions

3 Enforcement cases: The enforcement belongs to the competence of the enforcement authorities, not to the competence of courts. Cases mentioned here are appeals in execution proceedings in accordance with the Execution Act

4 Land registry cases: Legal confirmations of possession of real estate and mortgages are included in the number

6 Administrative law cases: On appeal, the administrative court reviews the legality of the decision of the authority. The number mentioned in category 6 includes cases dealt with by Administrative Courts, Market Court and Insurance Court.

7 Other: The number includes land right law cases, temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual - cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases

Total criminal cases (8+9): The classification of cases between severe criminal law cases and misdemeanour cases is not in statistical use in Finland. In addition to criminal cases mentioned above there are cases as follows:

No. of pending cases on 1 Jan. '08

No. of incoming cases

No. of decisions
on the merits

No. pending cases on 31 Dec. '08

Other criminal cases (e.g. driving ban, protection order, prohibition of engaging in business)

456

4453

4420

489

Coercive means cases

2063

8355

6761

3657

Conversion imprisonment for non-payment of fines cases

-

15413

15413

-

92) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 91.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales et, si possible les taux d'appel pour certaines catégories d'affaires):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (contentieuses et non contentieuses)	1889	3918	3890	1917
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	1638	2790	2802	1626
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	144	747	713	178
3 Affaires relatives à l'exécution	67	248	239	76
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives				
7 Autres	40	133	136	37
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	3723	11539	11688	3574
8 Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9 Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

2 Civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes petitions.

3 Enforcement cases: The enforcement belongs to the competence of the enforcement authorities, not to the competence of courts. Cases mentioned here are appeals in execution proceedings in accordance with the Execution Act

7 Other: The number includes land right law cases, temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual - cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases

Total criminal cases (8+9): The classification of cases between severe criminal law cases and misdemeanour cases is not in statistical use in Finland.

93) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 88.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales, ainsi que les possibles limitations des recours devant la plus haute juridiction):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	3562	5999	5399	4162
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	369	985	987	367
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	203	274	280	197
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NAP	NAP	NAP	NAP
6 Affaires administratives	2874	4298	3734	3438
7 Autres	116	442	398	160
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	409	1220	1210	419
8 Affaires pénales (infractions graves)	NAP	NAP	NAP	NAP
9 Petites infractions	NAP	NAP	NAP	NAP

Commentaire :

6 Administrative law cases: Cases mentioned in category 6 are dealt with by the Supreme Administrative Court, cases mentioned in other categories are dealt with by the Supreme Court.

Cases mentioned in category 7 are following:

Case categories No. Pending cases on 1 Jan. '08

No. of incoming cases

No. of decisions

No. pending cases on 31 Dec. '08

Insurance cases

53

257

233

77

Land right law cases

63

152

133

82

Petitions for a pardon

0

33
32
1

Total criminal cases (8+9): The classification of cases between severe criminal law cases and misdemeanour cases is not in statistical use in Finland.

94) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2008	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Divorces contentieux	11955	18286	18226	12015
Licenciements	435	622	586	471
Vols avec violence	173	456	446	183
Homicides volontaires	28	97	98	27

95) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal), nombre d'affaires pendantes de plus de 3 ans et % d'affaires ayant fait l'objet d'un appel: veuillez compléter le tableau Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne)	2ème instance (durée moyenne)	Total de la procédure (moyenne durée totale)
Divorces contentieux	0	0	8,1 month	0	8,1 month
Licenciements	53,6	0	8,3 month	12,2 month	
Vols avec violence	52,9	3	4,3 month	8,8 month	
Homicides volontaires	78,3	0	3,1 month	7,2 month	

Commentaire :

96) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux):

A marriage may be dissolved by a court order (divorce). A divorce can be granted after a reconsideration period of six months or after the spouses have lived separated for the past two years without interruption. When handling a case of divorce, the court does not examine why the spouses or one of them demands divorce nor the personal relationship between the spouses. A divorce case becomes pending in the District Court by written application, which can be made by the spouses together or one spouse alone.

When a divorce is handled at the District Court for the first time, the handling will be postponed until further notice. Thereafter the District Court shall grant the spouses a divorce when the six-month reconsideration period has expired and the spouses together demand or one of them demands that the spouses be granted divorce.

A divorce case shall lapse if the demand for the granting of divorce is not made within one year from the beginning of the reconsideration period. If a divorce case has been initiated by a joint application of the spouses, the six-month reconsideration period starts to run when the joint application was submitted to or arrived at the District Court. If, on the other hand, the

application is made by one spouse alone, the reconsideration period starts to run when the other spouse has been notified of the application. The District Court attends to the service of the application.

However, the spouses can be granted a divorce immediately without the otherwise obligatory six-month reconsideration period if they have lived separated for the past two years without interruption.

**97) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ?
Veuillez décrire la méthode de calcul.**

The length of proceedings is calculated from the day of the beginning of lis pendens until the day when the judicial decision is given. Timeframes are calculated via automated case management system which provides information about the duration of procedures in every single case as necessary.

98) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser :

The investigation and clearing up of criminal offences are tasks for the police. An investigation is lead by a police officer, who is under the duty to keep prosecutor informed and to heed the instructions given by him or her. Conversely, a prosecutor has the right, and is under the duty, to direct the investigation in order to secure an appropriate consideration of charges and an expeditious main hearing.

After the conclusion of the investigation the investigation report and its annexes will be brought to the prosecutor, who will then make consideration of charges. A charge is to be brought if there is reason to believe that the suspect probably is guilty. If there is no prima facie case or if prosecution is otherwise precluded, e.g. because of the statute limitations, the prosecutor will decide not to prosecute. In addition, the prosecutor may decide not to prosecute even if there is a prima facie case, for instance because of the minor significance of the offence or the youth of the offender.

The prosecutor brings a charge by filing a written application for a summons with the registry of the District Court. If so permitted by the court, the prosecutor may bring a charge also by self issuing a summons. The prosecutor must prosecute the case orally before the court. It is the duty of the prosecutor to prove the charge, by procuring sufficient evidence in support of the charge and by presenting in to the court.

After the trial, it is for the court to decide whether to dismiss or uphold the charge, to determine the type and measure of the penalty, and to assess the damages and the other possible sanctions. As is the case with the other parties, also the prosecutor has the right to appeal the judgement of a lower court in a higher instance.

In clear cases, the prosecutor is competent to self impose a fine and confiscatory sanction in penal order proceedings. This option is available, if the suspect does not demand that a court hear the case.

99) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

100) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus, et préciser notamment si les données indiquées incluent ou non le contentieux en matière de code de la route:

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	85610					65744

Commentaire :

- 1) discontinued in general: 10 364 cases (27 037 persons)
- 2) drunken driving cases (22 919) are included in the number (received by the public prosecutor)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 90 à 95 et 100:

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

101) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

In Finland, judicial training has traditionally been based on practical training in the courts and on the in-service training for judges that the Ministry of Justice provides. At present, a reform of the judicial training system is under way, albeit stalled for a moment.

As the matter now stands, the road to judicial office goes normally through the court system itself, with referendaries with long work experience moving forward to judgeship. At present, the typical career of a judge in Finland proceeds as follows: university degree in law – judicial traineeship at a District Court (one year, general training) – work as a Assistant Junior Secretary at a Court of Appeal or Administrative Court – possible temporary service as a District Judge, Justice of a Court of Appeal or Administrative Judge – appointment to a tenured judgeship. Accordingly, the training towards a judicial office is obtained through learning by doing.

102) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges?
- une instance composée seulement de non juges?
- une instance composée de juges et de non juges?

103) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges

104) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

Since 2000, Finnish judges have been appointed by the President of the republic on recommendation from the Minister of Justice, as advised by a Judicial Appointments Board. The Board is expected to promote the recruitment of judges from every walk of legal life, that is, from among referendaries, the civil service, academia and the legal profession. The Judicial Appointments Board is composed mainly of members of the judiciary, but three members come from outside the judiciary. One is a practising lawyer appointed by the Bar Association, another is a prosecutor appointed by the Prosecutor General and the third is an academic appointed by the Ministry of Justice.

At times there is a need to appoint a judge for a fixed period, this is a task for the Supreme Court and Supreme Administrative Court, respectively; these instances appoint judges to temporary positions for a year or longer. Shorter appointments are normally a matter for the chief of the court in question.

105) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

All prosecutors have a university degree in law, in addition to which most of them have performed a judicial trainee programme of junior prosecutors. The traineeship period is one year. There is also basic and advanced professional training to prosecutors.

106) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

107) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

The Prosecutor General and the Deputy Prosecutor General shall be appointed by the President of the Republic on the nomination of the Government. The State Prosecutors shall be appointed by the Government on the nomination of the Prosecutor General. The Prosecutor General appoints all other prosecutors.

108) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser.

See above q.107 The Prosecutor General and the Deputy Prosecutor General shall be appointed by the President of the Republic on the nomination of the Government. The State Prosecutors shall be appointed by the Government on the nomination of the Prosecutor General. The Prosecutor General appoints all other prosecutors.

109) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
- Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

Mandate is given for an undetermined period but there is also a system of temporary judges. They are either debuties or temporary for some period (at times if there is a need to appoint a judge for a fixed period).

110) Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les juges		

111) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

Mandate is given for an undetermined period but there is also a system of temporary prosecutors. They are either debuties or temporary for some period (at times if there is a need to appoint a prosecutor for a fixed period)

112) Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les procureurs		

113) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges/procureurs, qu'elle est la durée du mandat ? Est-il renouvelable?

Veillez préciser la durée

- pour les juges? Oui
pour les procureurs Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

114) Nature de la formation des juges. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
 Formation continue générale
 Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou

administratives)

- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

115) Fréquence de la formation des juges

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Oui	Non
Formation continue générale	Non	Oui	Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Non	Oui	Oui
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Non	Oui	Oui
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Oui	Oui

116) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

117) Fréquence de la formation des procureurs

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Non	Non
Formation continue générale	Non	Non	Non
Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)	Non	Non	Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)	Non	Non	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Non

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention

européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour

• les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

In Finland, judicial training has traditionally been based on practical training in the courts and on the in-service training for judges that the Ministry of Justice provides. At present, a reform of the judicial training system is under way, albeit stalled for a moment.

As the matter now stands, the road to judicial office goes normally through the court system itself, with referendaries with long work experience moving forward to judgeship. At present, the typical career of a judge in Finland proceeds as follows: university degree in law – judicial traineeship at a District Court (one year, general training) – work as a referendary at a Court of Appeal or Administrative Court – possible temporary service as a District Judge, Justice of a Court of Appeal or Administrative Judge – appointment to a tenured judgeship. Accordingly, the training towards a judicial office is obtained through learning by doing.

All prosecutors have a university degree in law, in addition to which most of them have performed a judicial trainee programme of junior prosecutors. The traineeship period is one year. There is also basic and advanced professional training to prosecutors.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

118) Salaires des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessous:

	Salaire annuel brut (€)	Salaire annuel net (€)
Juge professionnel de 1 ^{ère} instance au début de sa carrière	53000	37000
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	114500	70000
Procureur au début de sa carrière	45200	33000
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	72000	48000

Commentaire :

119) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Non	Non
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Non	Non

120) Si autre avantage financier, veuillez préciser:

121) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Oui	Non
Recherche et publication	Oui	Oui	Non
Non	Oui	Oui	Non
Consultant	Oui	Oui	Non
Fonction culturelle	Oui	Oui	Non
Autre fonction	Oui	Oui	Non

122) Si autre fonction, veuillez préciser :

Before being appointed, judge has to make a declaration of his / her interests, assets and liabilities. As referred to in the legislation governing State officials, judges are not allowed to fill secondary occupation without the permission permitted by the court.

123) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Oui	Oui	Non
Recherche et publication	Oui	Oui	Non
Non	Non	Non	Non
Consultant	Non	Non	Non
Fonction culturelle	Oui	Oui	Non
Autre fonction	Oui	Oui	Non

124) Si autre fonction, veuillez préciser :

District Prosecutors shall not act as an attorney or a counsel without the permission of the Office of the Prosecutor General. Secondary occupations not requiring permission shall be notified to the office of the Prosecutor General.

125) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 118:

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

126) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser:

The Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, is the supreme guardian of the law in Finland. The Chancellor of Justice supervises authorities' compliance with the law. He also pays particular attention to the observance of basic rights and liberties and human rights. According to the Constitution of Finland, the Chancellor of Justice is charged with supervising that the courts of law, the authorities, civil servants, employees of public corporations and other persons in public posts obey the law in the performance of their duties and fulfil their obligations. The Chancellor of Justice investigates notices and recommendations from various authorities and undertakes further measures where necessary. In practice, the supervision of legality is primarily carried out by ruling on complaints filed with the Chancellor of Justice against the actions of an authority or public official. Anyone, regardless of their citizenship, is entitled to turn to the Chancellor of Justice in a matter that directly concerns him or her, or in any other matter, should the complainant believe that an authority, public official or public body has acted in a manner that violates their rights, or a member of the Bar has neglected his or her responsibilities.

The Chancellor of Justice also investigates matters on his own initiative. For example, news reports in the media or alleged incidents of unlawfulness may lead to an investigation.

Besides the Parliamentary Ombudsman exercises oversight to ensure that public authorities and officials observe the law and fulfil their duties in the discharge of their functions. The aim is to ensure good administration and the observance of constitutional and human rights. Anyone who suspects that a public authority or an official has not observed the law or failed to perform a duty may file a complaint with the Ombudsman. Anyone can complain in a matter concerning him or herself, but a complaint can also be made on behalf of someone else.

In addition, the conduct of the prosecutors (the delay on the decision or the behaviour of the prosecutor) can be subject to complaint to the Prosecutor General, who can reprimand the prosecutor.

127) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

See above q.126

128) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)		
1. Faute déontologique		
2. Insuffisance professionnelle		
3. Délit pénal		
4. Autre		

Commentaire :

total/ judges: 1. the Chancellor of Justice: 335 complaints investigated
2. the Parliamentary Ombudsman: 235 complaints investigated

total / prosecutors: 1. the Chancellor of Justice: 127 complaints investigated
2. the Parliamentary Ombudsman: 89 complaints investigated

129) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)		
1. Réprimande	7	1
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission		
9. Autre	1	

Commentaire :

Reprimand/ judges:

1. the Chancellor of Justice: 6
2. the Parliamentary Ombudsman: 1

Reprimand/ prosecutors:

1. the Chancellor of Justice: 1

Other/ judges:

1. the Chancellor of Justice: 1 charge, 37 recommendations and opinions
2. the Parliamentary Ombudsman: 9 recommendations and opinions

Other/ prosecutors:

1. the Chancellor of Justice: 2 recommendations and opinions
2. the Parliamentary Ombudsman: 9 recommendations and opinions

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

130) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA).

1825

The number of lawyers above means members of the Finnish Bar Association who are entitled to use the professional titles "asianajaja" or "advokat" ("advocate"). Law firms (firms owned by members of the Bar) employ about 630 associates.

Of the advocates, about 130 are public legal advisers. Legal aid offices also employ about 100 legal advisers who are not members of the Bar Association.

In addition there are actually a big number of jurists (persons who have a Master's Degree in law) who may offer similar legal services than members of the Bar.

131) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ? Si non, veuillez aller à la question 133

- Oui
- Non
- Non applicable

132) Nombre de conseillers juridiques. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

NAP

133) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice? (plusieurs options sont possibles)

- Affaires civiles*
- Affaires pénales* - Défendeur
- Affaires pénales* - Victime
- Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

An advocate or another person who has a Master's degree in law is allowed to represent a client in the court. (see exceptions below)

The Code of Judicial Procedure Chapter 15 (attorneys),
Section 2

(1) Unless otherwise provided in another Act, an advocate or another person who has a Master's degree in law, is honest and otherwise suitable and competent, may serve as an attorney or counsel, provided that he/she is not bankrupt and that his/her legal competence has not been restricted. (259/2002)

(2) The provisions in this Code or in another Act on the right of an advocate to serve as an attorney or counsel apply also to a person who is entitled to practice advocacy in another state in the European Economic Area or in another state with which the European Union and the member states thereof have concluded an agreement on the mutual recognition of the professional qualifications of trial lawyers.

(3) However, a direct ascendant or descendant of the party, a sibling of the party and the spouse of the party may serve as an attorney or counsel even if he or she has not earned the degree referred to in paragraph (1).

(4) In addition, also a person, other than one referred to in paragraphs (1) and (3), who is honest and otherwise suitable and competent may serve as an attorney or counsel in the following matters, provided that he/she is not bankrupt and that his/her legal competence has not been restricted:

- (1) a matter referred to in chapter 5, section 3;
- (2) a petitionary matter which is not in dispute;
- (3) a registration matter; and
- (4) a Land Court matter.

Criminal Procedure Act (689/1997; AMENDMENTS UP TO 260/2002 INCLUDED)
Chapter 2

Section 1

(1) A person suspected of an offence has the right to self take care of his/her defence in criminal investigations and in a trial.

(2) On the request of the suspect, a defence counsel is to be appointed for him/her, if:

- (1) he/she is suspected of or charged with an offence punishable by no less than imprisonment for four months or an attempt of or participation in such an offence; or
- (2) he/she is under arrest or in detention.

(3) A defence counsel is to be appointed to a suspect ex officio, when:

- (1) the suspect is incapable of defending himself/herself;
- (2) the suspect, who has not retained a defence counsel, is under 18 years of age, unless it is obvious that he/she has no need of a defence counsel;
- (3) the defence counsel retained by the suspect does not meet the qualifications required of a defence counsel or is incapable of defending the suspect; or
- (4) there is another special reason for the same.

Section 2

(1) A person appointed under section 1 or 1a as defence counsel or counsel for the injured party must be a public legal aid attorney or an advocate. If there is no suitable public legal aid attorney or advocate available or there is another special reason for it, also another person with the degree of oikeustieteen kandidaatti/juris kandidat who by law is competent to act as an attorney may be appointed as defence counsel or counsel for the injured party. The person to be appointed as defence counsel or counsel for the injured party is to be reserved an opportunity to be heard on the appointment. (260/2002)

(2) When the suspect or the injured party has self nominated a person meeting the qualifications as defence counsel or counsel for the injured party, the nominee is to be appointed unless there are special reasons for the contrary.

(3) The following are not to be appointed as defence counsel:

(1) a person who has advised the suspect in a matter connected with the offence under investigation;

(2) a person who is suspected, charged with or convicted of an offence which is conducive to reducing his/her credibility as a defence counsel; or

(3) a person who is otherwise disqualified as a defence counsel.

(4) If a defence counsel is appointed for the suspect, no attorney is to be appointed for him/her on the basis of the Legal Aid Act (257/2002). If an attorney has been appointed for the suspect on the basis of the Legal Aid Act before the appointment of a defence counsel, the attorney is to be appointed as defence counsel. (260/2002)

Criminal Procedure Act (689/1997; AMENDMENTS UP TO 260/2002 INCLUDED)

Chapter 2

Section 1a (107/1998)

A court may appoint a counsel for the injured party for criminal investigations and, where the injured party has a claim in a case prosecuted by the public prosecutor, for the trial:

(1) in a case relating to a sexual offence referred to in chapter 20 of the Penal Code, unless this is for a special reason deemed unnecessary; and

(2) in a criminal case referred to in chapter 21, section 1—6 of the Penal Code, if this is to be deemed necessary in view of the relationship between the injured party and the suspect of the offence.

Section 2 (107/1998)

(1) A person appointed under section 1 or 1a as defence counsel or counsel for the injured party must be a public legal aid attorney or an advocate. If there is no suitable public legal aid attorney or advocate available or there is another special reason for it, also another person with the degree of oikeustieteen kandidaatti/juris kandidat who by law is competent to act as an attorney may be appointed as defence counsel or counsel for the injured party. The person to be appointed as defence counsel or counsel for the injured party is to be reserved an opportunity to be heard on the appointment. (260/2002)

(2) When the suspect or the injured party has self nominated a person meeting the qualifications as defence counsel or counsel for the injured party, the nominee is to be appointed unless there are special reasons for the contrary.

(3) The following are not to be appointed as defence counsel:

(1) a person who has advised the suspect in a matter connected with the offence under investigation;

(2) a person who is suspected, charged with or convicted of an offence which is conducive to reducing his/her credibility as a defence counsel; or

(3) a person who is otherwise disqualified as a defence counsel.

(4) If a defence counsel is appointed for the suspect, no attorney is to be appointed for him/her on the basis of the Legal Aid Act (257/2002). If an attorney has been appointed for the suspect on the basis of the Legal Aid Act before the appointment of a defence counsel, the attorney is to be appointed as defence counsel. (260/2002)

In administrative courts anyone that is not bankrupt and whose legal competence has not been restricted may act as a counsel.

134) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
- un barreau régional ?
- un barreau local ?

Veillez préciser :

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 130 et 132:

Finnish Bar Association

6. 1. 2. Formation

135) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

136) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

137) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

138) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

Oui

Non

Veillez apporter toute précision permettant d'interpréter la réponse ci-dessus

The lawyer is obliged to estimate his/her fee to the client

139) Les honoraires des avocats sont-ils

réglementés par la loi ?

réglementés par le Barreau ?

librement négociés ?

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Fees are regulated by the Bar only trough the code of conduct for advocates which states that the lawyer's fee must be reasonable

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

140) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

141) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

The Finnish Bar Association has the Code of Conduct.

The Finnish Bar Association is a self-regulatory disciplinary body. Disciplinary matters are dealt with by the Disciplinary Section of the Board of the Finnish Bar Association.

The Functions of the Board include the duty to ensure observance by the members of the Finnish Bar Association of the professional rules of ethics and practice; to investigate breaches of these rules within its own knowledge; to receive, examine and decide upon complaints made against lawyer in respect of alleged breaches of rules of professional conduct and etiquette, and to deal with all related disciplinary matters.

The Disciplinary Board shall impose a disciplinary sanction on the advocate; the disciplinary sanctions are disbarment, monetary penalty, caution and reprimand.

There is no separate Disciplinary Tribunal operating outside, and independently from the Finnish Bar Association.

142) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

A D V O C A T E S A C T
(12 December 1958/496)
Section 7

The Disciplinary Board of the Bar Association considers and decides supervision matters, as well as issues recommendations on fee disputes between an advocate and the client. .

If it is found, on the basis of circumstances discovered in the consideration of a supervision matter, that an advocate has violated the provisions of section 5, paragraph 1, the Disciplinary Board shall impose a disciplinary sanction on the advocate; the disciplinary sanctions are disbarment, monetary penalty, caution and reprimand.

If an advocate acts dishonestly or otherwise deliberately violates the interests of another person while practicing advocacy, the advocate shall be disbarred. If there are mitigating circumstances, a monetary penalty or a caution may be imposed instead.

If an advocate otherwise acts in violation of proper professional conduct, a caution or a reprimand shall be imposed. If the advocate engages repeatedly in conduct or if there are aggravating circumstances, the advocate may be disbarred or a monetary penalty imposed. The provision above in this paragraph applies also if an advocate commits an act detrimental to the reputation of the Bar.

The monetary penalty, payable to the Bar Association, shall be no less than EUR 500 and no more than EUR 15,000; the assessment of the amount of the penalty shall be based on the censurability of the misconduct, the experience of the advocate and the advocate's financial position, so that the penalty is in just proportion to the misconduct.

The Disciplinary Board may decide that a decision on disbarment is to take effect notwithstanding any appeal.

An advocate entered into the EU Register shall be struck from that register under the same conditions that govern the disbarment of an advocate.

Section 7e

A fee dispute shall become pending when the written application of the client or some other customer of an advocate is received at the Office of the Bar Association. If the application contains such shortcomings that the matter cannot be taken up for a decision on the basis thereof, the applicant shall be exhorted to remedy the shortcomings within a set period. At the same time, the applicant shall be advised of the nature of the shortcomings and of the fact that the Disciplinary Board may decline to consider the matter if the applicant fails to heed the exhortation.

The parties to a fee dispute shall be the advocate and the firm to whose account the advocate has acted, as well as the applicant. The advocate and the firm shall be reserved an opportunity to be heard before the case is decided. The applicant shall be reserved an opportunity to comment on the response of the advocate and the firm.

A fee dispute shall be dealt with by a division of the Disciplinary Board, applying written procedure. The division may hold an oral hearing; the parties shall be summoned to the oral hearing.

No recommendation shall be issued if the applicant's right to demand a fee reduction has expired.

A recommendation cannot be compulsorily enforced and it does not have the legal effects of a court judgment.

143) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires

- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

Disciplinary Board of the Finnish Bar Association

144) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				401

Commentaire :

401 disciplinary proceeding initiated (year 2008, the number includes all the cases above, not separate statistics per the type of misconduct)

145) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	55			2	32

Commentaire :

Sanctions in 2008 were as follows:

Reprimand 55

Caution 31

Fine 2

Disbarment 1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

146) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 151

- Oui
 Non

147) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation

	Possibilité de médiation privée proposée par le juge ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Affaires administratives	Non	Non	Non	Non	Non
Licenciements	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Affaires pénales	Non	Non	Oui	Non	Non

148) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Legal aid covers court annexed mediation in full when other requirements are fulfilled. In criminal conciliation cases legal aid concerns legal advice but usually not the representation in conciliation proceedings.

149) Nombre de médiateurs accrédités. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

NA

150) Veuillez indiquer le nombre total de procédures de médiation par catégories d'affaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

les affaires civiles ?	NAP
les affaires familiales ?	NAP
les affaires administratives ?	NAP
les affaires de licenciements ?	NAP
les affaires pénales ?	NAP

Veuillez indiquer la source pour la réponse à la question 150 :

Q149: There are not accredited mediators in Finland. The Finnish Bar Association has a mediation service based on their own Mediation rules. In addition the Arbitration Institute of the Central Chamber of Commerce of Finland promotes as an impartial body the settlement of business disputes by arbitration. The Arbitration Institute appoints arbitrators and administers arbitration proceedings complying with its Rules.

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

151) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives au règlement des litiges (par ex. arbitrage, conciliation) ? Veuillez préciser:

In normal civil proceedings a judge has to promote a settlement and in practice Finnish judges are active mediators during the preparation of a civil case. In civil cases initiated by the large application for summons (regular disputed civil cases) 3708 of cases were settled during the preparation in year 2008. This is 43 % of all decisions (8586). Act on Court Annexed Mediation in civil cases (663/2005) entered into force on 1 January 2006. According to the Act, disputes can also be mediated at court, as an alternative to civil proceedings. The judge serves as a facilitator of the process.

There is also a mediation service in criminal cases, called Conciliation in Criminal and Civil cases, governed by the Act on Conciliation in Criminal and Certain Civil Cases (1015/2005) which entered into force on 1 January 2006. According to the act, the general management, supervision and monitoring of conciliation services fall within the jurisdiction of the Ministry of Social Affairs and Health. Each State Provincial Office is obliged to arrange conciliation services and ensure that they are available in appropriately implemented form in all parts of the province. Services referred to the act must have been arranged of 1 June 2006. (Before the year 2006, there was a semi-official mediation service in criminal cases in Finland. There was no nationwide model for organisation of this conciliation but the services were offered in 255 municipalities of all 448 municipalities in Finland.)

Family conciliation in Finland is most often offered by the municipal social welfare authorities and the Family Counselling Centres of the Church. There are no regular statistics kept on family conciliation, but some snapshots are available; according to a study in 1991, 27 % of couples seeking divorce had availed themselves of conciliation. Data collected in 1997 indicates that more than 90 % of matters pertaining to the status of a child are dealt with in extra judicial conciliation services.

In addition to mediation services mentioned above there are also many different advisory services which can act as an alternative dispute resolution. Some Finnish examples are municipal consumer advisory service, financial advice and debtors' advice.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

152) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution? Si non, veuillez aller à la question 154

- Oui
 Non

153) Nombre d'agents d'exécution . Si la donnée n'est pas disponible, veuillez l'indiquer (NA).

734

154) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- des juges ?
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
 d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

Q153: There are altogether 84 bailiffs and 650 associate bailiffs in 22 district enforcement offices.

Q155: There is not a specific initial training to enter the profession but the following qualifications shall be required for enforcement agents: the bailiff must have earned a Master's degree in law.

155) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
 Non
 Non applicable

156) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
 une instance régionale ?
 une instance locale ?
 non applicable

157) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais

d'exécution?

- Oui
 Non
 Non applicable

158) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 librement négociés ?
 non applicable

Veillez indiquer la source de la réponse à la question 153:

the Ministry of Justice

8. 1. 2. Supervision**159) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
 Non
 Non applicable

160) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

The Ministry of Justice is in charge of the general management, control and supervision of the enforcement service. Also the heads of legal administration in the provincial governments have control and supervision functions relating to enforcement. For example, they deal with complaints regarding the conduct of the enforcement authorities. However, neither the Ministry of Justice nor the heads of legal administration have the power to overrule or alter an individual enforcement measure or other measure.

In addition the Chancellor of Justice, along with the Parliamentary Ombudsman, supervises authorities' (including enforcement agents) compliance with the law.

161) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Non applicable

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

There are annual negotiations between the local enforcement authorities and the central administration. These negotiations are part of the method called "Management by results". The quality standards are defined in the course of negotiations. The main standards used are the length of proceedings and the efficiency of the special collecting (e.g. tracing of the benefit proceeds of crime)

Targets defined for the long term are for example the following: reduction of the number of debtors, the reduction of the collection charges.

162) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

163) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Enforcement agents are organisationally under the administration of the Ministry of Justice. Enforcement agents are also supervised by the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman.

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

164) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum

absence de toute exécution ?

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?

manque d'information ?

durée excessive ?

pratiques illégales ?

supervision insuffisante ?

coût excessif ?

autre ?

Veuillez préciser:

165) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions

rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

A new act on execution (the Execution Code (705/2007)) entered into force on 1 January 2008. The most essential reforms pertain to the organisation of the enforcement agents and to the limitation period of debts.

166) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

167) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours
 entre 6 et 10 jours
 entre 11 et 30 jours
 plus

Veuillez préciser

168) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de procédures disciplinaires initiées	<input type="checkbox"/> nombre :	224
pour faute déontologique		NAP
pour insuffisance professionnelle		NAP
pour délit pénal		NAP
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	224

169) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de sanctions	<input type="checkbox"/> nombre :	12
Réprimande	<input type="checkbox"/> nombre :	
Suspension	<input type="checkbox"/> nombre :	
Révocation	<input type="checkbox"/> nombre :	
Amende	<input type="checkbox"/> nombre :	
Autre	<input type="checkbox"/> nombre :	12

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

Q168: The Chancellor of Justice: 48 complaints investigated

the Parliamentary Ombudsman: 78 complaints investigated

Provincial Governments: 98 complaints and claims for damages investigated

Q169: The Parliamentary Ombudsman: 12 recommendations and opinions

The enforcement organisation consists of the enforcement authorities and the enforcement administration. The Ministry of Justice is in charge of the general management, control and supervision of the enforcement service. Besides the heads of legal administration in the provincial governments have control and supervision functions relating to enforcement. The administrative structure will change in the beginning of the year 2010. The organisation of enforcement service will consist of a two-tier structure. Most of the enforcement tasks of the Ministry of Justice and the provincial governments will be transferred to a national central authority called National Administrative Office for Enforcement. Subordinate to the central authority are local enforcement authorities.

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 167, 168 et 169 :

The Ministry of Justice

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

170) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur) :

Authority entrusted with the enforcement of judgements: Criminal Sanctions Agency.

171) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Legal Register Centre assembles reports on enforcement of fines. This report states the amount of fines paid and those to be collected. (www.oikeus.fi/oikeusrekisterikeskus)

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

172) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 177

- Oui
 Non

173) Les notaires ont-ils un statut (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

- | | |
|--|--|
| privé (sans contrôle par une autorité publique)? | <input type="checkbox"/> nombre |
| de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics? | <input type="checkbox"/> nombre |
| public? | <input checked="" type="checkbox"/> nombre |
| autre ? | <input type="checkbox"/> nombre |

Commentaire :

174) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veuillez préciser :

The notary public working in a local register office handles the notarisation of, amongst other things, signatures, copies of certificates and the authentication of curriculum vitae. In addition he handles protests of bills of exchange, the opening and closing of safe-deposit boxes as well as the monitoring of lotteries.

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 173

9. 1. 2. Supervision

175) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

176) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires:

- une instance professionnelle ?

- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- le procureur ?
- autre ?
- non applicable

Veillez préciser :

Public notaries are in generic matters under the administration of Ministry of the Interior but in legal matters under the Ministry of Justice. Authorities are also supervised by the Chancellor of Justice and the Parliamentary Ombudsman.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

10. Interprètes judiciaires

10. 1. fonction

10. 1. 1. Statut

177) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- Oui
 Non

178) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée?

- Oui
 Non

179) Nombre d'interprètes judiciaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations

NAP

180) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

181) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires?

- Oui
 Non

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus (notamment: si non, quelle est l'instance chargée de sélectionner les interprètes?):

Yes and no: In civil cases according to Section 2 of Chapter 4 of the Code of Judicial Procedure a party who does not speak Finnish, Swedish or Sami and that wants interpretation or translations shall take care of this himself or herself at his or her own expense, unless the court, with consideration to the nature of the case, orders otherwise. However, the court shall ensure that citizens of other Nordic countries receive the interpretation and translation assistance that they require in cases considered by the court.

In criminal cases according to Section 2 of Chapter 6A of the Criminal Procedure Act a party who does not speak Finnish, Swedish or Sami has a right to interpretation at state's expense.

In administrative cases according to Section 77 of Chapter 14 of the Administrative Judicial Procedure Act the authority shall see to interpretation and translation if the person does not know the language used in the authority or cannot make himself understood for reason of a sensory or speech defect.

11. Fonctionnement de la justice

11. 1. Réformes envisagées

11. 1. 1. Réformes

182) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. Veuillez préciser:

In the beginning of the year 2010 the network of the District Courts changed, The change meant a reduction of the number of courts from 51 to 27. For the foreseeable future the next reform is the developing of the structure of the Court of Appeal network and the Administrative Court network.